



UPAP/CAT/CS/01/2024 – Doc N°06

COMMISSION STRATEGIE (CS)
5 et 6 JUIN 2024 ARUSHA, TANZANIE

**RAPPORT DU GROUPE DE TRAVAIL SUR LA GESTION DES RISQUES DE CATASTROPHE
(GRC)**

1. Objet Rapport sur la gestion des risques de catastrophe (GRC)	Références/Alinéas Plan d'action de l'UPAP 2022-2025
2. Décisions attendues : <ul style="list-style-type: none">• Adopter le rapport.• Examiner les recommandations du Groupe de travail.	

1. INTRODUCTION

Le Groupe de travail sur la gestion des risques de catastrophe (GRC) a tenu une réunion virtuelle le 12 mars 2024. Au cours de ladite réunion trois (3) questions principales figurant à l'ordre du jour ont été débattues, comme indiqué au point 2 ci-après.

2. PRINCIPALES QUESTIONS PRESENTEES ET DEBATTUES

Les questions saillantes suivantes ont été débattues lors de la réunion :

- i. Gestion des catastrophes : expériences et réponses aux catastrophes ;
- ii. Initiatives de renforcement des capacités ;
- iii. Référentiel des risques du secteur postal africain et mesures d'atténuation.

3. SOUMISSION DU RAPPORT

Le rapport détaillé de la réunion du Groupe de travail est joint en **annexe 1**.

4. RECOMMANDATIONS

4.1 Concernant les expériences et les réponses aux catastrophes

- a) Lors de catastrophes, les membres touchés sont encouragés à remplir les formulaires d'évaluation de la gestion des risques de catastrophe (GRC) pour que le Secrétariat général informe immédiatement le Groupe de travail sur la GRC pour l'inviter à se réunir et l'inciter à agir ;
- b) Un fonds d'urgence en cas de catastrophe doit être créé pour aider à amortir les effets des catastrophes naturelles. A cet égard, les membres doivent travailler collectivement en Equipe pour élaborer une proposition à soumettre aux donateurs potentiels pour obtenir un financement destiné à contenir les effets des catastrophes. La proposition doit considérer la question dans une perspective à court, moyen et long terme.
- c) Chaque sous-région doit avoir des membres volontaires au sein de l'Equipe spéciale chargée de l'initiative de création du Fonds d'urgence en cas de catastrophe.

4.2 Concernant les initiatives de renforcement des capacités

- a) Un plan de renforcement des capacités en matière de gestion des catastrophes doit être élaboré, en tenant compte de la fréquence et de la gravité des dommages causés aux activités et aux infrastructures postales lors de ces situations ;
- b) Une collaboration doit être établie avec les pays donateurs et/ou les organisations travaillant avec les pays, par exemple CARE, World Vision (WV), etc., pour accompagner les initiatives de renforcement des capacités au niveau national.

4.3 Concernant le référentiel des risques du secteur postal africain et les mesures d'atténuation

- a) Les membres sont invités à partager trimestriellement leurs dix (10) principaux risques, étant donné que les risques sont d'ampleur différente d'un pays à l'autre à tout moment. Cela créera une plateforme à partir de laquelle les membres pourront partager leurs expériences sur la manière de gérer les risques à mesure qu'ils surviennent ;
- b) Il a également été proposé que les Etats membres se conforment aux dispositions sur le changement climatique mondial (Accord de Paris) sur la gestion de la flotte afin de contribuer à la réduction des émissions de carbone. Par conséquent, cela nécessite d'intégrer les questions

de changement climatique et de durabilité dans le référentiel des risques du secteur postal africain et dans le plan de mesures d'atténuation.

5. DECISIONS ATTENDUES

Le présent document est soumis à la Commission pour :

- Adoption;
- Examen des recommandations du Groupe de travail.



RAPPORT DE LA REUNION DU GROUPE DE TRAVAIL SUR LA GESTION DES RISQUES DE CATASTROPHE (GRC)

1. INTRODUCTION

Le Groupe de travail sur la gestion des risques de catastrophe (GRC) a tenu sa réunion virtuelle le 12 mars 2024 conformément au Plan d'action consolidé de l'UPAP pour la période 2021-2025, qui lui donne mandat d'entreprendre des interventions et des mécanismes de relèvement le cas échéant.

Dans ce contexte, le Groupe de travail a entrepris certaines interventions de gestion des risques de catastrophe, en particulier les expériences et réponses aux catastrophes au Maroc et en Libye, que le Secrétariat général a partagées lors de la réunion.

La réunion a également examiné deux (2) autres questions spécifiques à la GRC dans le cadre du Plan d'action consolidé de l'UPAP pour 2021-2025. Il s'agissait des/du :

- Initiatives de renforcement des capacités ;
- Référentiel des risques du secteur postal africain et des mesures d'atténuation

Le présent rapport couvre les trois (3) points débattus lors de la réunion du Groupe de travail.

2. MOT D'OUVERTURE

2.1 Mot de bienvenue du président

Le président par intérim, M. Bennie Aggrey Saka (Malawi), a ouvert la réunion et a commencé les délibérations de la journée à 8h20. (GMT). Il a souhaité la bienvenue à tous les participants et a exprimé sa gratitude pour l'honneur qui lui a été fait de présider cette réunion importante, bien qu'impromptue. Il a souligné l'importance du Groupe de travail, qui doit garantir que les membres puissent gérer les

catastrophes avant, pendant et après leur survenue. Il a également souligné la nécessité de réagir aux catastrophes dans un délai de 48 heures, ce qui est conforme aux recommandations de l'UPU. Enfin, il a appelé les participants à se sentir libres de contribuer positivement aux délibérations de la réunion.

2.2 Mot d'ouverture du Secrétaire général

Le Secrétaire général a souhaité la bienvenue aux participants et a remercié M. Bennie Aggrey Saka (Rapporteur) d'avoir accepté de présider au nom de l'Afrique du Sud (Président), du Mozambique (1^{er} Vice-Président) - qui n'étaient pas présents en raison d'autres événements et engagements tout aussi importants et inévitables - et Madagascar - qui n'a pas pu rejoindre la réunion à son début en raison de circonstances indépendantes de leur volonté. Il a en outre remercié les participants d'avoir pris le temps d'assister à cette édition de la réunion du Groupe de travail sur la GRC et les a appelés à être actifs comme d'habitude pour atteindre les aspirations et les objectifs à la fin de la réunion. Il a rappelé que le Groupe de travail est chargé d'élaborer des stratégies, des approches et des mécanismes pour la sécurité et la résilience avant, pendant et après les catastrophes ou les pandémies. Plus précisément, le Groupe de travail a pour mandat de remplir cette tâche en s'engageant dans l'identification des risques et l'élaboration d'un cadre de gestion des risques, en entreprenant des interventions et des mécanismes de rétablissement, et en assurant l'acquisition et le partage des connaissances, des aptitudes et des compétences. Par conséquent, il a souligné que ces tâches visent à compléter les efforts d'autres agences (pas nécessairement pour les remplacer) dans la gestion des problèmes de GRC afin que les postes puissent être plus résilients et s'en remettre rapidement une fois qu'elles sont affectées. Il a ensuite remercié l'ensemble du Bureau et les membres pour leur engagement en faveur des objectifs du Groupe de travail. Il a poursuivi en disant que le Secrétariat général est prêt à entreprendre certaines initiatives, notamment le renforcement des capacités et la recherche de mécanismes appropriés pour financer diverses catastrophes naturelles tout au long du cycle de gestion des risques : prévention des risques, atténuation, préparation, réponse et rétablissement. Enfin, il a déclaré que le Secrétariat général apportera toujours le soutien nécessaire au succès des travaux du Groupe de travail.

3. CONFIRMATION DU BUREAU

Le Secrétariat général a confirmé la composition du Bureau comme suit :

PRESIDENT :

AFRIQUE DU SUD

1^{er} VICE-PRESIDENT :

MOZAMBIQUE

2^{ème} VICE-PRESIDENT :

MADAGASCAR

RAPPORTEUR :

MALAWI

SECRETARIAT :

SECRETARIAT GENERAL

Le président (Afrique du Sud) et le premier vice-président (Mozambique) n'étaient pas présents en raison d'autres engagements ayant lieu en même temps. Le deuxième vice-président (Madagascar) n'a pas pu rejoindre la réunion au début en raison de circonstances indépendantes de sa volonté. Ainsi, le Malawi a présidé la réunion par intérim.

4. Participation

4.1 Etats membres

Plus de 48 participants venus des Etats membres de l'UPAP suivants ont assisté à la réunion : Afrique du Sud, Algérie, Angola, Bénin, Botswana, Burkina Faso, République centrafricaine, République du Congo, Côte d'Ivoire, République démocratique du Congo (RDC), Egypte, Kenya, Lesotho, Madagascar, Malawi, Nigéria, Ouganda, Sénégal, Soudan du Sud, Tanzanie, Tunisie et Zimbabwe.

4.2 Secrétariat général de l'UPAP

Le Secrétaire général, Dr. Sifundo Chief Moyo, et l'Equipe du Secrétariat général ont assisté à la réunion.

5. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

L'ordre du jour ci-après a été adopté tel que présenté.

- a) Allocution d'ouverture ;
- b) Confirmation du bureau ;
- c) Activités de gestion des catastrophes :
 - ✓ Expériences et réponses aux catastrophes :
 - Maroc
 - Libye
 - ✓ Initiatives de renforcement des capacités ;
 - ✓ Référentiel des risques du secteur postal africain et mesures d'atténuation.

- d) Date et lieu de la prochaine réunion ;
- e) Divers ;
- f) Clôture.

6. ACTIVITES DE GESTION DES CATASTROPHES

6.1 Expériences et réponses aux catastrophes

Le Secrétariat général a présenté un aperçu des expériences et des réponses aux catastrophes dans le document **UPAP/SC/GRC/01/2024 - Doc No. 02** en soulignant qu'une réunion virtuelle d'urgence du Bureau du Groupe de travail sur la GRC s'est tenue le 14 septembre 2023 pour discuter du tremblement de terre et des inondations qui ont touché le Maroc et la Libye respectivement les 8 et 11 septembre 2023. L'objectif principal de la réunion était de discuter des deux situations de catastrophes et d'examiner les mesures de reprise après sinistre de la Poste à la lumière de l'urgence provoquée par le séisme au Royaume du Maroc et les inondations dans l'Etat de Libye.

Les points saillants des effets des catastrophes étaient les suivants :

a) Royaume du Maroc

Le tremblement de terre dévastateur qui a frappé le Royaume du Maroc s'est produit le vendredi 8 septembre 2023. Il a fait plus de 2 800 morts et 2 500 blessés, et de nombreuses autres personnes sont portées disparues. Deux installations postales ont été détruites, tandis que quinze (15) autres propriétés ont subi des dommages mineurs. Malgré les dégâts considérables causés par le tremblement de terre, les services postaux et bancaires ont pu continuer à exercer leurs activités. Les maisons de quelques employés des postes ont été détruites à cause de la tragédie et la Poste du Maroc a étendu son aide aux personnes touchées par la catastrophe. La Poste du Maroc a également fourni des camions pour distribuer l'aide humanitaire et construit des agences mobiles pour offrir des services aux zones touchées. La situation des services postaux et financiers était donc sous contrôle. La Poste du Maroc a pu fonctionner au sein de la zone malgré la situation difficile car la zone est montagneuse, ce qui rend difficile l'accès aux services offerts par la poste.

b) Etat de Libye

Les conséquences des inondations catastrophiques provoquées par les précipitations et une forte tempête (tempête Daniel) dans la ville de Shahhat, dans l'Etat de Libye, le 11 septembre 2023 sont

d'environ 2 000 morts et des milliers de personnes portées disparues. Aucun rapport n'a été publié sur les effets des inondations sur les services postaux.

Il a été signalé que les formulaires d'évaluation de la gestion des risques de catastrophe (GRC) étaient partagés avec le Maroc et la Libye. Ainsi, les deux (2) pays ont été encouragés à remplir les formulaires d'évaluation pour collecter les informations et les partager avec le Groupe de travail GRC et le Secrétariat général. En outre, les pays touchés ont été invités à demander de l'aide en cas de catastrophe.

Après délibérations, et en plus des actions spécifiques ci-dessus qui ont été prises pour le Maroc et la Libye, la réunion a convenu des recommandations suivantes :

- i. En cas de catastrophe, les membres concernés sont encouragés à remplir les formulaires d'évaluation de la gestion des risques de catastrophe (GRC) pour que le Secrétariat général demande immédiatement au Groupe de travail sur la GRC de se réunir et de déclencher les actions ;
- ii. Un fonds d'urgence en cas de catastrophe doit être créé pour aider à amortir les effets des catastrophes naturelles. A cet égard, les membres doivent travailler collectivement en Equipe pour élaborer une proposition à soumettre aux donateurs potentiels pour obtenir un financement destiné à contenir les effets des catastrophes. La proposition doit considérer la question dans une perspective à court, moyen et long terme.
- iii. Chaque sous-région doit avoir des membres volontaires dans l'Equipe spéciale sur l'initiative de création du Fonds d'urgence en cas de catastrophe. Des Etats membres supplémentaires doivent se joindre à ceux qui se sont portés volontaires pour faire partie de l'Equipe spéciale, à savoir la République démocratique du Congo (RDC), le Mozambique, le Nigéria et le Zimbabwe.

6.2 Initiatives de renforcement des capacités

Dans la présentation du Secrétariat général il a été observé qu'un renforcement efficace des capacités génère de plus grandes capacités durables à planifier et à mettre en œuvre la gestion des risques de catastrophe (GRC), réduisant ainsi la vulnérabilité. A cette fin, il a été signalé que le Secrétariat général avait engagé l'UPU, conformément aux dispositions du Protocole d'accord UPAP/UPU, à organiser un atelier pour les membres de l'UPU. Un atelier conjoint sur la gestion des risques de catastrophe avec l'UPU sera organisé pour les membres de l'UPU en 2025. Outre les engagements avec l'UPU sur la

formation en GRC, d'autres organisations qui ont été désignées pour des engagements sur d'éventuelles opportunités de formation sont les suivantes :

- a) Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (UN OCHA) ;
- b) Fédération de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge ;
- c) USAID ;
- d) Gouvernement britannique via le DFID ;
- e) Gouvernement allemand via la GIZ ;

Après délibérations sur les activités de gestion des catastrophes, il a été convenu ce qui suit :

- i. Un plan de renforcement des capacités doit être élaboré pour examiner sérieusement la manière dont les catastrophes peuvent être gérées, compte tenu de la fréquence et de la gravité des dommages causés aux activités et aux infrastructures postales ;
- ii. Les pays donateurs travaillant avec les pays, par exemple CARE, World Vision (WV), etc., peuvent contribuer aux initiatives de renforcement des capacités, ainsi qu'aux campagnes de mobilisation de ressources au niveau national ;
- iii. Les pays qui se sont portés volontaires pour faire partie de l'Equipe spéciale chargée de travailler sur le fonds de réserve et le renforcement des capacités étaient la République démocratique du Congo (RDC), le Mozambique, le Nigeria et le Zimbabwe.

6.3 Référentiel des risques du secteur postal africain et mesures d'atténuation

Le Secrétariat général a présenté le Référentiel des risques du secteur postal africain et les mesures d'atténuation (voir **UPAP/CS/GRC/01/2024 - Doc No. 03**) .

Après délibérations, la présentation sur le Référentiel des risques du secteur postal africain et les mesures d'atténuation a été adoptée avec les commentaires suivants :

- a) Les membres ont été invités à partager trimestriellement leurs dix (10) principaux risques, étant donné que les risques sont d'ampleur différente d'un pays à l'autre à un moment donné. Cela créera une plateforme à partir de laquelle les membres pourront partager leurs expériences sur la manière de gérer les risques à l'avenir ;

- b) Il a également été proposé que les Etats membres se conforment aux dispositions de l'Accord sur le changement climatique mondial (Accord de Paris) sur la gestion de la flotte afin de contribuer à la réduction des émissions de carbone. Par conséquent, cela nécessite l'intégration des questions de changement climatique et de durabilité dans le référentiel des risques du secteur postal africain et dans le plan de mesures d'atténuation.

7. DATE ET LIEU DE LA PROCHAINE REUNION

Le Secrétariat général communiquera la date et le lieu de la prochaine réunion une fois les consultations terminées avec le président. Cependant, le rapport du Groupe de travail sera présenté à la Commission Stratégie en juin 2024 en prélude à la 42^{ème} session ordinaire du Conseil d'administration de l'UPAP à Arusha, en Tanzanie.

8. DIVERS

Le Secrétaire général a invité les participants qui se sont portés volontaires pour devenir membres de l'Equipe spéciale chargée de travailler sur la proposition de fonds d'urgence en cas de catastrophe et sur un plan de renforcement des capacités à partager leurs contacts avec le Secrétariat général.

9. CLOTURE

9.1 Secrétaire général

Dans son discours de clôture, le Secrétaire général a remercié M. Bennie Aggrey Saka, président par intérim, d'être venu sauver la situation et d'avoir dirigé la réunion avec ténacité. Il a également remercié les participants d'avoir participé à la réunion, soulignant que toutes les catastrophes laissent une trace de douleur. Il a indiqué qu'il était réconfortant de constater une participation massive des membres à de telles réunions.

A l'avenir, il a souligné la nécessité d'une plus grande interaction afin que, de temps à autre, tous les membres puissent tirer parti de l'expérience et de l'expertise des uns et des autres en tant qu'intervenants sur le terrain. Enfin, il a réitéré que le Secrétariat général est toujours disponible pour soutenir le Groupe de travail et les pays en situation de catastrophe.

9.2 Président

Dans son discours de clôture, le Président a remercié les participants pour leurs contributions utiles, qui ont fait de la réunion un succès. Il a également remercié le Secrétaire général et son équipe pour l'organisation de cette importante réunion.

Il a déclaré la réunion close à **09h50 (TU)**.